

Les négociations de Copenhague sur le climat : A quoi devrait ressembler un succès ?

Le changement climatique tue. Ses conséquences sont déjà visibles et si les dirigeants mondiaux ne s'accordent pas sur un accord juste, ambitieux et juridiquement contraignant, ses conséquences menaceront à court terme des communautés et des pays entiers, ainsi que les modes de vie.

L'accord qui doit être décidé lors des négociations sous l'égide de l'ONU à Copenhague doit engager les gouvernements à éviter des niveaux catastrophiques et irréversibles du changement climatique. Il doit également aider les populations vulnérables à faire face aux effets inévitables du changement climatique ces prochaines années et assurer des changements plus que nécessaires.

Des solutions sont à portée de main. Non seulement en garantissant la survie des personnes et la conservation de la planète, mais en développant également des bénéfices plus larges comme des résultats économiques significatifs –moins de pollution locale et des dépenses de santé moindres, plus d'emplois, moins de conflits, plus de sécurité. Le prix à payer pour un futur durable n'est rien en comparaison du coût de l'inaction. Des coalitions influentes du secteur privé appellent à une politique climatique ambitieuse à l'échelle nationale et mondiale. Le choix auquel les gouvernements sont confrontés est clair. Il faut désormais agir.

10 manières de remporter l'accord

Au bout du compte, l'enjeu de l'accord de Copenhague est de tenir parole ou pas sur les objectifs fixés par la Convention des Nations unies sur le changement climatique.

« L'objectif ultime de la présente Convention et de tous les instruments juridiques connexes que la Conférence des Parties pourrait adopter est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique. Il conviendra d'atteindre ce niveau dans un délai suffisant pour que les écosystèmes puissent s'adapter naturellement aux changements climatiques, que la production alimentaire ne soit pas menacée et que le développement économique puisse se poursuivre d'une manière durable » Article 2 (objectif) de la CCNUCC

Pour Oxfam International, le succès ou l'échec de l'accord de Copenhague se mesurera à sa capacité à s'approcher le plus des 10 critères suivants.

Limiter, autant que possible, du réchauffement climatique en dessous de 2°C

Contenir l'augmentation de la température en dessous du seuil de 2°C implique des réductions drastiques afin d'assurer que les émissions globales atteignent leur maximum en 2015 et que la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère tombent en dessous de 400 ppm le plus rapidement possible.

Une répartition juste des responsabilités pour l'atténuation est une répartition dans laquelle :

1. les objectifs de réduction des émissions des pays développés (Annexe I) sont d'au moins 40% d'ici 2020 par rapport à 1990 ; chaque pays devant prendre des objectifs basés sur leur responsabilité historique respective et leurs capacités économiques.
2. les pays développés réalisent la majorité de leurs réduction d'émission à travers des actions sur leur territoire et non par la compensation
3. les pays en développement contribuent à la réduction globale des émissions en limitant la croissance de leurs émissions et en recevant au moins 100 milliards de dollars par an d'ici à 2013 des pays développés comme soutien financier et technologique.

Protéger les personnes pauvres des impacts climatiques inévitables

Les femmes, les enfants et les personnes âgées sont les plus vulnérables. Toute personne vivant dans la pauvreté a droit à l'information, aux connaissances et aux ressources pouvant lui permettre de sortir de la pauvreté malgré l'augmentation des impacts climatiques. Les pays riches sont en grande partie responsables de la crise climatique et disposent des moyens financiers et technologiques pour y mettre un terme.

A cet effet, l'accord de Copenhague doit :

4. fournir un financement de l'adaptation d'au moins 5 milliards de dollars par an pour 2010-2012.
5. allouer au moins 50 milliards de dollars par an à partir de 2013 pour financer l'adaptation, somme devant progressivement atteindre 100 milliards de dollars ou plus d'ici à 2020, conformément aux estimations scientifiques et économiques.
6. garantir que tous les financements liés au climat s'ajoutent aux engagements existants des pays riches d'allouer 0,7% de leur RNB à l'aide publique au développement (APD) pour permettre d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015. Les pays riches ne peuvent pas forcer les pays pauvres à choisir entre la construction de digues ou d'hôpitaux.
7. Financer un système international d'assurance climatique et prendre des mesures pour répondre aux pertes et dommages entraînés par les changements climatiques.

Engager les gouvernements sur un tournant historique nécessaire

Le cadre climatique international actuel ne pourra éviter un désastre collectif. Tout comme la crise économique nécessite une réforme étendue du système financier, les gouvernements doivent cesser de bricoler des solutions à la va-vite et établir de nouvelles règles, de nouvelles institutions et de nouvelles relations pour permettre des changements profonds nécessaires en vue d'éviter le chaos climatique.

L'accord de Copenhague doit donc :

8. aboutir à un accord légalement contraignant entre tous les pays qui fonde et renforce les règles et les principes existants, incluant la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques et le Protocole de Kyoto.
9. inclure un nouveau mécanisme global de financement, gouverné par une représentation équitable de tous les pays et qui agisse efficacement pour assurer des ressources nouvelles, prévisibles et additionnelles pour l'adaptation et l'atténuation dans les pays en

développement

10. Contenir des mécanismes de conformité et de mise en application les plus stricts possible incluant les normes internationales de comptabilisation

L'ensemble des politiques, des incitations et des règles destinées à faire progresser les objectifs d'atténuation ou d'adaptation dans le cadre de l'accord de Copenhague doivent être complémentaires. Des garanties sont nécessaires pour assurer des réponses internationales et nationales qui favorisent les personnes et les communautés les plus vulnérables en premier lieu. Les femmes, les petits agriculteurs et autres groupes en première ligne face aux changements climatiques sont aussi les principaux agents du changement, et doivent être renforcés et soutenus pour promouvoir des solutions climatiques par le biais de réponses ciblées et équitables.

Contacts à Copenhague :

Anna Mitchell : + 44 77 96 99 32 88; anna.mitchell@oxfaminternational.org
Angela Corbalan : + 32 473 56 22 60; angela.corbalan@oxfaminternational.org
Laura Rusu : + 1 202 459 3739; lrusu@oxfamamerica.org
Natalie Curtis : + 44 7824 503108; ncurtis@oxfam.org.uk
Binbin Wang : + 86 13810377810; bbwang@oxfam.org.hk